



## Décision individuelle N° 2023-257

**Pétitionnaire :** Centre national de la recherche scientifique (CNRS)  
**Adresse :** 3 rue Michel Ange 75794 Paris Cedex 16  
**Nature de la demande :** Survol motorisé en cœur de Parc national, prises de vues et de sons dans un cadre professionnel  
**Nom du projet :** Recherche scientifique sur le risque pyrotechnique résiduel des zones de conflits  
**Localisation :** Circuit De Découverte De L'authion - 06540 Breil-sur-Roya

### La Directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3, 29 et 34,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 20 juin 2023 par Monsieur CORNU François, représentant la direction de la Sûreté du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), et complétée le 19 septembre 2023,

**Considérant** que la demande porte sur une réalisation d'images aériennes dans le cadre d'une mission scientifique sur le risque pyrotechnique résiduel des zones de conflits,

**Considérant** qu'à ce titre, le survol répond aux besoins d'une expertise scientifique et peut être autorisé toute l'année conformément à la modalité n°29,

**Considérant** toutefois la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur, notamment la faune sauvage sensible à tout dérangement en période de reproduction,

### DÉCIDE

## **Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande**

Le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), représenté par Monsieur CORNU François, est autorisé à effectuer

- des prises d'images et de sons dans un cadre professionnel dans le cœur du Parc national ;
- des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national,

par reconnaissance de drone dans le cadre d'une recherche scientifique sur le risque pyrotechnique résiduel des zones de conflits au lieu-dit Circuit de Découverte de l'Authion, 06540 Breil-sur-Roya, France.

## **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

### **2.1 Éléments d'identification des aéronefs et des télépilotes :**

Liste des drones de la mission :

Drone : UAS-FR-34937 - Inspire 2

Drone : UAS-FR-321578 - Mavic 3

Drone : UAS-FR-305721 - Phantom 4 Pro

Nom des télépilotes de la mission :

Loïc Damelet

Philippe Soubias

Lionel Roux

2.2. Les télépilotes sont tenus de respecter strictement la « zone de survol autorisé » dont le coordonnées géographiques sont 43.9988N 7.4380E (43°59'55.6"N 7°26'16.6"E).

2.3. Dans le cœur du parc national, le survol à basse altitude reste interdit en-dehors de la zone autorisée mentionnée ci-dessus.

2.4. Le bénéficiaire est tenu de transmettre gratuitement au Siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, les fichiers numériques haute définition des prises de vues réalisées dans le cadre de la présente, dans un délai de 2 mois à échéance de la présente ([autorisations@mercantour-parcnational.fr](mailto:autorisations@mercantour-parcnational.fr))

## **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée pour la période du 9 au 13 octobre 2023, à la condition expresse d'informer le service territorialement compétent du Parc national du Mercantour des dates exactes de déroulement de l'opération sur le terrain.

Cette information devra être effectuée au minimum 48 h à l'avance par courriel.

Contact :

Service territorial Roya-Bévéra :

chef de S.T : BRUNET Cédric ([cedric.brunet@mercantour-parcnational.fr](mailto:cedric.brunet@mercantour-parcnational.fr)) 06 28 56 44 28

adjoint : CHAPELUT Florent ([florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr](mailto:florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)) 06 68 72 13 87

service (général) : [royabevera@mercantour-parcnational.fr](mailto:royabevera@mercantour-parcnational.fr)

## **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 7 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 19 septembre 2023

La Directrice-adjointe  
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS



Copie :  
- service territorial de la Roya Bevera

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.